> Assemblées Générales : les clubistes s'engagent

n°42 Mars 2008

Info(s)club

FFCI

L'information de la Fédération Française des Clubs d'Investissement

> Ces chiffres qui font bouger le marché

Résultats annuels 2007 en forte progression

Nouvelle amélioration des performances opérationnelles et de la rentabilité

- Objectifs 2007 dépassés
- Solides perspectives 2008

Un modèle solide et équilibré, créateur de valeur

Forte accélération du développement industriel
Investissements en progression de + 60 % par rapport à 2006.

Poursuite de la politique de rémunération dynamique des actionnaires
Dividende ordinaire 2007 proposé de 1,36 € en progression de 13,3 %.

Objectifs 2008
Croissance du Résultat Brut d'Exploitation pour 2008 d'environ 10 % ;
nouvelle croissance des investissements et du dividende.

Perspectives renforcées par le projet de fusion avec Gaz de France au premier semestre 2008

« En présentant pour 2007 des résultats en forte croissance, qui dépassent les objectifs qu'il s'était fixés, SUEZ démontre à nouveau l'efficacité, la puissance de son modèle industriel et sa capacité à créer de la valeur pour ses actionnaires. Dans un environnement économique et financier incertain, les métiers de long terme du Groupe permettent à l'inverse de mettre en œuvre une stratégie ambitieuse de développement. Cette stratégie s'appuie sur des équipes et des positions industrielles de premier plan ainsi que sur des marchés offrant une grande visibilité. La capacité de SUEZ à conjuguer croissance soutenue, discipline financière et rentabilité récurrente est renforcée par le projet de fusion avec Gaz de France. »

Gérard Mestrallet, Président-Directeur général

+ 12,4 %
Résultat
Brut d'Exploitation
7,9 Mds€

+ 15,1 %
Résultat
Opérationnel Courant
5,2 Mds€

+ 8,8 %
Résultat Net,
part du Groupe
3,9 Mds€

+ 60 %
Investissements
6,1 Mds€

+ 13,3 %
Dividende
Par Action
1,36 €

Assemblée Générale Mixte SUEZ :
Mardi 6 mai 2008
Palais des Congrès - Porte Maillot

Club Actionnaires SUEZ
16, rue de la Ville l'Evêque - 75383 Paris cedex 8
www.suez.com - N° Vert 0 800 177 177

VOUS APPORTER L'ESSENTIEL DE LA VIE

AGENDA
p:4
> Les réunions d'actionnaires FFCI/CLIFF
> Les grands rendez-vous des sociétés partenaires de la FFCI

MARCHÉS
p:6
> Forums boursiers : info ou intox ?
p:8
> Assemblées générales : les clubistes s'engagent

CLUB À LA LOUPE
p:10
> « On vous fait confiance, Président ! »

LA LEÇON DE L'ÉCOLE DE LA BOURSE
p:12
> Décrypter l'économie pour mieux comprendre la Bourse

LA VIE DES CLUBS
p:16

« La morosité était encore de mise sur les Bourses occidentales qui doivent digérer une série de statistiques ces prochains jours »

Ce type de commentaire que l'on peut lire couramment dans la presse (ici Les Echos du 4 mars), rappelle, si besoin était, à quel point la Bourse est un reflet de l'activité économique. Et pas seulement française ou européenne tant les entreprises qui composent l'indice CAC 40 sont depuis longtemps internationalisées. C'est dire si les mises en chantiers de nouveaux logements aux Etats-Unis, les fluctuations du yuan chinois ou le moral des industriels allemands ont un impact direct sur votre portefeuille fût-il composé exclusivement en valeurs françaises. Vous faire connaître les grands agrégats économiques, comprendre comment ils interagissent, savoir décrypter les indicateurs dits avancés, anticiper leur impact sur vos actions, telle est ambition de ce numéro 42 d'Info(s)club avec la leçon de l'Ecole de la Bourse consacrée à ces chiffres qui font – parfois – trembler les marchés.

Notre objectif est de vous donner envie aussi de vous y intéresser. Cette implication individuelle de chacun est primordiale pour assurer le succès d'un club d'investissement. Il arrive encore trop souvent que des clubistes brillent par leur absence aux réunions ou par leur manque de participation comme le montre le témoignage d'un président de club en page 10. Le cas exposé ici est extrême et somme toute assez rare. Mais il est exemplaire d'un phénomène réel qui voit la gestion de certains clubs monopolisée par quelques membres, les autres se contentant de verser leur cotisation. Rappelons que le club d'investissement est un engagement social qui doit être vécu agréablement. Son but n'est pas de vous faire gagner de l'argent mais de vous apprendre à gérer un portefeuille de valeurs mobilières. C'est par les échanges et la confrontation des idées que vous pourrez acquérir l'expérience qui vous permettra de démêler le vrai (un peu) du faux (beaucoup) que l'on trouve sur les forums boursiers, comme le rappelle si opportunément Eric Dadier dans sa chronique. Tout cela pour le plus grand bénéfice de tous vos placements !

ALDO SICURANI
Secrétaire général

Fédération Française des Clubs d'Investissement
39 rue Cambon 75001 Paris
Tél. : 01.42.60.12.47
Fax : 01.42.60.10.14
Courriel : info@clubinvestissement.com
www.ffci.fr
Directeur de la publication :
Dominique Leblanc

Directeur de la rédaction :
Aldo Sicurani
Comité de rédaction :
Arnaud des Abbayes, Catherine Coffin, Eric Dadier et Bernard Suard
Publicité :
Rémy Lazimi
Tél. : 06.09.42.62.69
Courriel : remy@infoclubinvest.com
ISSN : 1167-0908

Editeur conseil et régie publicitaire :
Monde Edition
Palais Brongniart,
Place de la Bourse 75002 Paris
Tél. : 01 44 76 03 75
Fax : 01 44 76 01 52
Courriel : rlazimi@monde-edition.com

Les réunions d'actionnaires FFCI/CLIFF

(Toutes les réunions d'actionnaires ont lieu de 18h à 20h et sont suivies d'un apéritif)

13 mars
DEXIA et FRANCE TELECOM* à Lille

19 mars
SANOFI AVENTIS et LAGARDERE à Toulouse

25 mars
ACCOR, DEXIA et LAGARDERE à Bordeaux

1er avril
AIR LIQUIDE, LAFARGE et SANOFI AVENTIS à Orléans

21 mai
CNP* et RENAULT à Montpellier

22 mai
BIC, DEXIA et REXEL* à Marseille

2 juin
ACCOR et KLEPIERRE* à Nice

5 juin
AIR LIQUIDE, PSA et VEOLIA* à Annecy

17 juin
AIR LIQUIDE, RHODIA* et REXEL* à Rennes

19 juin
L'OREAL, PSA et SEB à Bordeaux

* Sociétés non membres de la FFCI

Les grands rendez-vous des sociétés partenaires de la FFCI

(hors réunions d'actionnaires FFCI/CLIFF)

ACCOR
15 avril
Infos 1er trimestre 2008
13 mai
Assemblée générale

ALLIANZ
20 mars
Résultats 2007
9 mai
Résultats du 1er trimestre 2008
21 mai
Assemblée générale

AIR France-KLM
22 mai
Résultats 2007/08

AIR LIQUIDE
24 avril
Chiffre d'affaires du 1er trimestre 2008
7 mai
Assemblée générale

ALCATEL-LUCENT
30 mai
Assemblée générale

BIC
23 avril
Résultats du 1er trimestre 2008
21 mai
Assemblée générale

BNP PARIBAS
14 mai
Résultats du 1er trimestre 2008
21 mai
Assemblée générale

CARBONE LORRAINE
18 mars
Résultats 2007
16 avril
CA 1er trimestre 2008
21 mai
Assemblée générale

DEXIA
14 mai
Résultats du 1er trimestre 2008
14 mai
Assemblée générale à Bruxelles
15 mai
Réunion d'actionnaires à Paris

EADS
11 mars
Résultats 2007
14 mai
Résultats du 1er trimestre 2008
Mai
Assemblée générale

EDF
7 mai
CA 1er trimestre 2008
20 mai
Assemblée générale

GECINA
22 avril
Assemblée générale

LAFARGE
7 mai
Assemblée générale

LAGARDERE
12 mars
Résultats 2007
29 avril
Assemblée générale

NATIXIS
6 mars
Résultats 2007
15 mai
Résultats du 1er trimestre 2008
22 mai
Assemblée générale

L'OREAL
Avril
CA 1er trimestre 2008
22 avril
Assemblée générale

NYSE EURONEXT
15 mai
Assemblée générale

PERNOD RICARD
30 avril
Chiffre d'affaires 3e trimestre 2007/08

PSA PEUGEOT CITROEN
24 avril
CA 1er trimestre 2008
28 mai
Assemblée générale

RENAULT
21 avril
CA 1er trimestre 2008
29 avril
Assemblée générale

SAINT GOBAIN
20 mars
Résultats 2007
22 avril
CA 1er trimestre 2008

SANOFI-AVENTIS
30 avril
Résultats du 1er trimestre 2008
14 mai
Assemblée générale

GROUPE SEB
25 avril
Résultats 1er trimestre 2007
13 mai
Assemblée générale

SOCIETE GENERALE
13 mai
Résultats du 1er trimestre 2008
27 mai
Assemblée générale

SUEZ
6 mai
Assemblée générale

TOTAL
7 mai
Résultats du 1er trimestre 2008
16 mai
Assemblée générale

VILMORIN
6 mai
Chiffre d'affaires 3e trimestre 2007/08

VIVENDI
29 février
Résultats 2007

Résultat Net (part du groupe)
+ 7,0 %
7,8 Md€
Bénéfice Net par Action

Dividende par action*
3,35 €
+ 8,1 %
Résultat Brut d'Exploitation
+12,8 %
Des revenus d'activités diversifiés et bien équilibrés

Crédit photo : D. Klimek/ DigitalVision - EURO RSCG C&O

BNP Paribas. Des résultats qui parlent à tout le monde.

"En 2008, l'environnement reste difficile et les marchés exceptionnellement volatils, mais je suis confiant dans la capacité de BNP Paribas à réaliser à nouveau de très bonnes performances opérationnelles par rapport à la moyenne du secteur bancaire, grâce à la forte dynamique de développement de tous ses métiers au service de leurs clients et à sa politique rigoureuse de contrôle des risques".

Baudouin Prot - Directeur Général de BNP Paribas.

Une forte dynamique de developpement dans tous les métiers

	2006	2007	2007/2006
Produit Net Bancaire	27,9 Md€	**31 Md€**	**+ 11,1 %**
- Banque de Détail en France**	5,7 Md€	5,9 Md€	+ 4,4 %
- BNL banca commerciale***	2,5 Md€	2,6 Md€	+ 6,5 %
- Services Financiers et banque de Détail à l'International	7,4 Md€	7,9 Md€	+ 7,9 %
- Asset Management et Services	4,4 Md€	5,3 Md€	+ 20,9 %
- Banque de Financement et d'Investissement	8,1 Md€	8,3 Md€	+ 2,5 %
Résultat Brut d'Exploitation	10,9 Md€	**12,3 Md€**	**+ 12,8 %**
Résultat Net part du Groupe	7,3 Md€	**7,8 Md€**	**+ 7 %**

AGENDA
14 mai 2008 : Résultats du 1er trimestre 2008
21 mai 2008 : Assemblée Générale
29 mai 2008 : Paiement du dividende ****

"Une banque au service de l'économie réelle, c'est une banque dont les performances profitent à tous."

Emploi, banlieue, innovation, apprentissage, création d'entreprise, soutien aux jeunes talents, modernisation des agences, développement international, compétitivité des tarifs : nos performances nous créent des responsabilités.

www.bnpparibas.com

Rejoignez les 600 000 actionnaires de BNP Paribas

Contacts Actionnaires :
Tel : 01 40 14 63 58 / 01 42 98 21 61 - Fax : 01 40 14 21 22
e-mail : relations.actionnaires@bnpparibas.com
Internet : http://invest.bnpparibas.com

Titres au nominatif : N° Vert 0 800 600 700
APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

Cercle des Actionnaires, Journal Téléphoné " BNP Paribas en Actions ": N° Vert 0 800 666 777
APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

* et **** Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires. ** Intégrant 100% de la Banque Privée France et hors effets PEL/CEL (+4,1% à périmètre constant). *** 2006 pro-format année pleine : intégrant 100% de la Banque Privée Italie.

La banque d'un monde qui change | BNP PARIBAS

L'extrême liberté qui règne sur le Web fait que le meilleur et le pire s'y côtoient. Les forums de discussion sur les marchés et les valeurs sont devenus peu fréquentables, pollués, dévoyés. Mais personne n'ose faire le ménage.

> Forums boursiers : info ou intox ?

Eric Dadier
Administrateur de la FFCI
Président de l'Institut d'épargne immobilière et foncière (IEIF)

Toute médaille a son revers. Grâce à Internet, chacun peut suivre aujourd'hui en temps presque réel et bien au chaud chez soi les cours de Bourse du monde entier, passer des ordres, s'informer, naviguer d'un site à l'autre, s'exprimer, dialoguer en toute liberté. L'accès instantané et quasi-gratuit de tous à l'information a représenté un formidable progrès censé contribuer à améliorer la transparence. C'est indéniable : les investisseurs particuliers sont désormais mieux outillés pour prendre des décisions rationnelles et optimiser leurs choix. Mais l'abondance et la prolifération des informations colportées par Internet rendent d'autant plus difficile le processus de fiabilisation de ces informations, surtout lorsqu'elles ne comportent pas de source ni de date. N'importe qui peut être à la fois victime et vecteur, même en toute bonne foi, d'informations fausses ou de désinformation. Autrement dit, l'extrême liberté qui règne sur le Web fait que le meilleur et le pire s'y côtoient. Distinguer le vrai du faux, vérifier que les sources sont fiables quand elles existent ou que le contenu d'un document n'a pas été intentionnellement altéré est en outre un exercice particulièrement délicat qui demande du temps et de la patience. Or les internautes boursiers sont trop pressés pour prendre la peine de contrôler la qualité de tout ce qu'ils absorbent. Bombardés d'informations rarement pertinentes, ils vivent en permanence entre vérité et mensonge. Donc dangereusement.

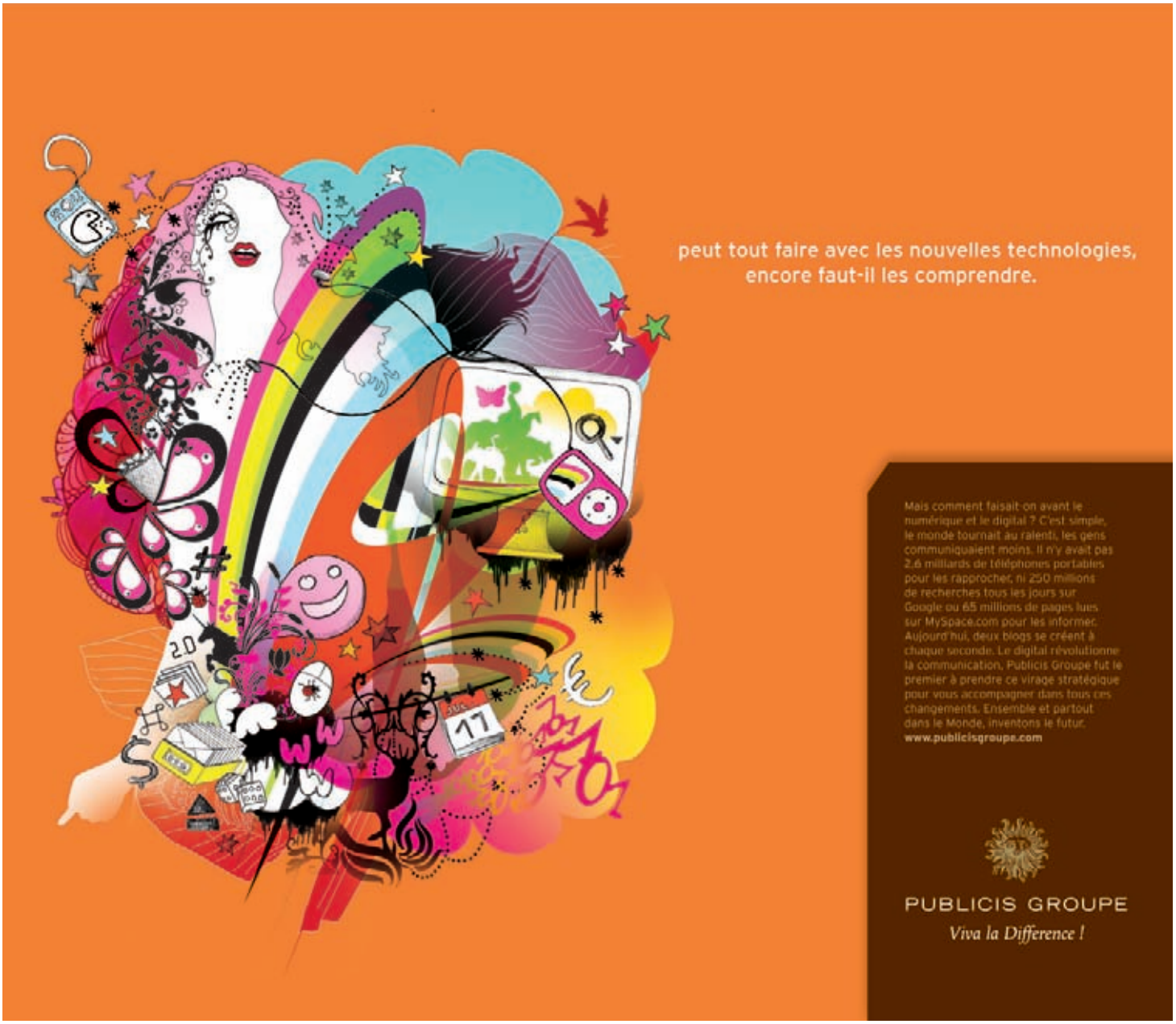
Les dérapages les plus sérieux peuvent être constatés sur les forums boursiers qui ont pourtant tout pour plaire a priori. Leur principal mérite est de faciliter les discussions, les échanges d'informations et d'idées. Ces espaces de liberté peu ou mal contrôlée sont malheureusement devenus des lieux peu fréquentables, pollués, dévoyés. Passons sur la manière dont la plupart des messages sont rédigés, sans aucun respect de la grammaire et de l'orthographe. De quoi horrifier les associations de défense de la langue française ! Plus grave est le fait qu'un certain nombre de membres actifs de ces forums n'hésitent pas à s'injurier entre eux ou à se répandre en invectives contre tel groupe ou ses dirigeants, simplement parce que l'évolution du cours de Bourse ne correspond pas à leur souhait. Le titre est alors systématiquement qualifié de «daube», ce qui, on en conviendra, ne contribue pas à élever le débat.

Si la forme laisse sérieusement à désirer, le fond est rarement plus ragoûtant. Au lieu d'y découvrir des informations originales, des dialogues sérieux et constructifs entre membres ou même des critiques étayées et bien senties destinées à titiller les dirigeants des groupes cotés les plus contestés, le visiteur d'un forum est très vite frappé par la pauvreté et la faible valeur ajoutée du contenu et des arguments fournis. C'est aussi le règne du chacun pour soi. La plupart des «forumistes» n'interviennent que dans l'espoir de servir d'abord leur intérêt personnel, en cherchant à jouer de la naïveté des autres. On ne s'étonnera pas que les valeurs dont la volatilité est la plus forte soient les plus exposées aux fausses rumeurs, aux informations bidonnées, aux manipulations de cours ou aux opérations d'intoxication. On ne s'étonnera pas davantage que les forums boursiers, très peu fréquentés par les investisseurs à long terme qui ont de bonnes raisons de s'en méfier, soient en revanche presque exclusivement animés par des opérateurs à court terme et autres day traders qui n'ont qu'un objectif en tête : réaliser des plus-values le plus rapidement possible. Pour eux, tous les moyens

sont bons pour y parvenir. Mais leur impatience les pousse aux excès ou au ridicule. Par exemple quand un vendeur à découvert, communément appelé « vadeur », agite la peur en affirmant le plus sérieusement du monde que tel titre n'a pas fini de plonger sans apporter le moindre élément pour étayer sa prévision. Ou encore quand ceux qui s'adonnent à l'analyse technique sans en connaître les subtilités ont le culot d'assortir leur diagnostic vaseux de recommandations et d'objectifs de cours conformes, comme par hasard, à leur désir.
On le voit, les forums ne sont guère crédibles. Un grand ménage devrait s'imposer. Mais personne n'ose sortir le balai.

Eric Dadier

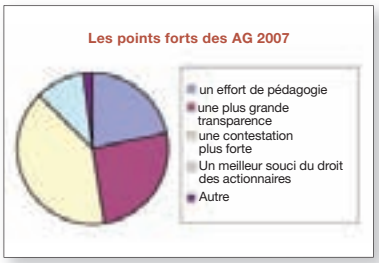
Note de l'auteur : publiée dans la Vie Financière du 6 octobre 2006, cette chronique a provoqué à l'époque des réactions tout à fait inattendues. Des internautes ont cru bon de la reproduire sur différents forums sensibles en l'assortissant de commentaires tantôt agréables, tantôt déplaisants, voire injurieux. Un petit malin, sans doute vexé par l'allusion faite au non respect de la grammaire et de l'orthographe, s'est même permis de « corriger » le texte en le truffant de fautes pour bien montrer que l'auteur « donneur de leçons » ne savait pas écrire. La vérité n'est pas toujours bonne à dire. Dix-huit mois après, cette chronique n'a malheureusement pas pris une ride. Et le ménage n'est toujours pas fait.



Pour la première fois, des clubs d'investissement ont participé à la traditionnelle enquête de Capitalcom auprès des actionnaires individuels sur leur perception de la saison des AG 2007 et sur leurs attentes pour 2008. En voici les principaux enseignements.

> Assemblées générales : les clubistes s'engagent

Selon l'enquête menée par Capitalcom auprès de 1 500 actionnaires individuels et clubistes, neuf sur dix se déclarent **très satisfaits** (8 %), ou **assez satisfaits** (72 %), de la teneur des assemblées générales de l'année dernière non sans noter une **ascension des contestations**. Ce que confirme l'augmentation importante du nombre de résolutions rejetées l'année dernière dans les AG du CAC 40 (15 contre 5 en 2006) et de celles qui, bien que ratifiées, ont subi une forte opposition (35 votées à moins de 75 %).
Les actionnaires ont aussi observé une meilleure transparence et un effort de pédagogie dans la communication des groupes. Ils n'ont pas relevé, en revanche, un réel « souci de faire progresser les droits des actionnaires minoritaires » (8 % des réponses seulement).



En revanche, les actionnaires attendent beaucoup plus d'éclaircissements sur la stratégie et sur l'explication des résolutions, sur l'Ethique et valeurs, la Gouvernance et le Développement durable.

Relais de croissance et rémunération des dirigeants

L'actionnaire se rend en AG avec deux motivations : que les dirigeants l'éclairent sur le potentiel d'évolution de ses actions et qu'ils lui rendent des comptes. Les actionnaires considèrent massivement le dispositif actuel en matière de détermination et de contrôle de la rémunération des dirigeants comme insuffisant. Seulement 13 % d'entre eux considèrent que l'on doit s'en tenir à la loi actuelle et 87 % souhaitent une évolution. Ils sont même 42 % à réclamer un vote en AG.

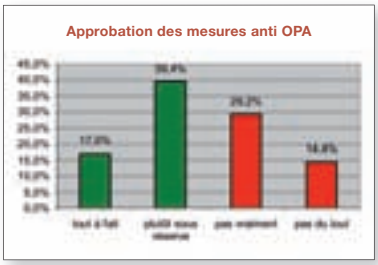
Concernant les stocks options, deux actionnaires sur trois y sont favorables, mais à condition d'en examiner les modalités d'attribution.

De même pour les attributions gratuites d'actions, ils se déclarent très largement favorables (85 %) à celles octroyées à l'ensemble des collaborateurs alors que trois actionnaires sur quatre sont totalement hostiles aux attributions gratuites pour les seuls dirigeants.

Gare aux OPA

Pour ce qui est de la Gouvernance, les actionnaires privilégient (33 %) la présence d'administrateurs indépendants au Conseil d'administration. Les trois critères suivants sont : séparation des pouvoirs entre le Président et le Directeur général (22 %), informations sur les modalités de fonctionnement des instances dirigeantes (22 %), nombre d'actions détenues par chacun des administrateurs (20 %).

En ce qui concerne les OPA, 56 % des actionnaires sont favorables à la mise en place de protections, dont 39 % à condition d'examiner les modalités, c'est-à-dire qu'ils veulent se réserver la liberté d'apprécier l'opportunité d'apporter leurs titres à l'offre ou de les garder.
Ils sont tout de même 43 % à considérer que les entreprises doivent se soumettre au libre jeu de la Bourse et que les « pilules » anti-OPA servent à protéger les dirigeants en place. L'année dernière, 18 résolutions ont été présentées dans ce sens aux AG des sociétés du CAC 40. Les « BSA Breton » (opportunité accordée aux organes d'administration, face à une OPA, d'émettre des bons de souscription dans le but de contraindre l'auteur de l'OPA à majorer son offre) ont suscité une nette réticence : sur sept résolutions présentées dans ce but, quatre ont recueilli un accord timide des actionnaires.
Autre dispositif de protection : dans cinq sociétés du CAC 40, des actionnaires ont présenté des résolutions visant à faire supprimer le plafonnement du droit de vote en vigueur (une clause insérée dans les statuts pour empêcher les prises de contrôle rampantes). A l'inverse, deux sociétés ont voulu faire insérer une telle clause dans leurs statuts. Sans succès !

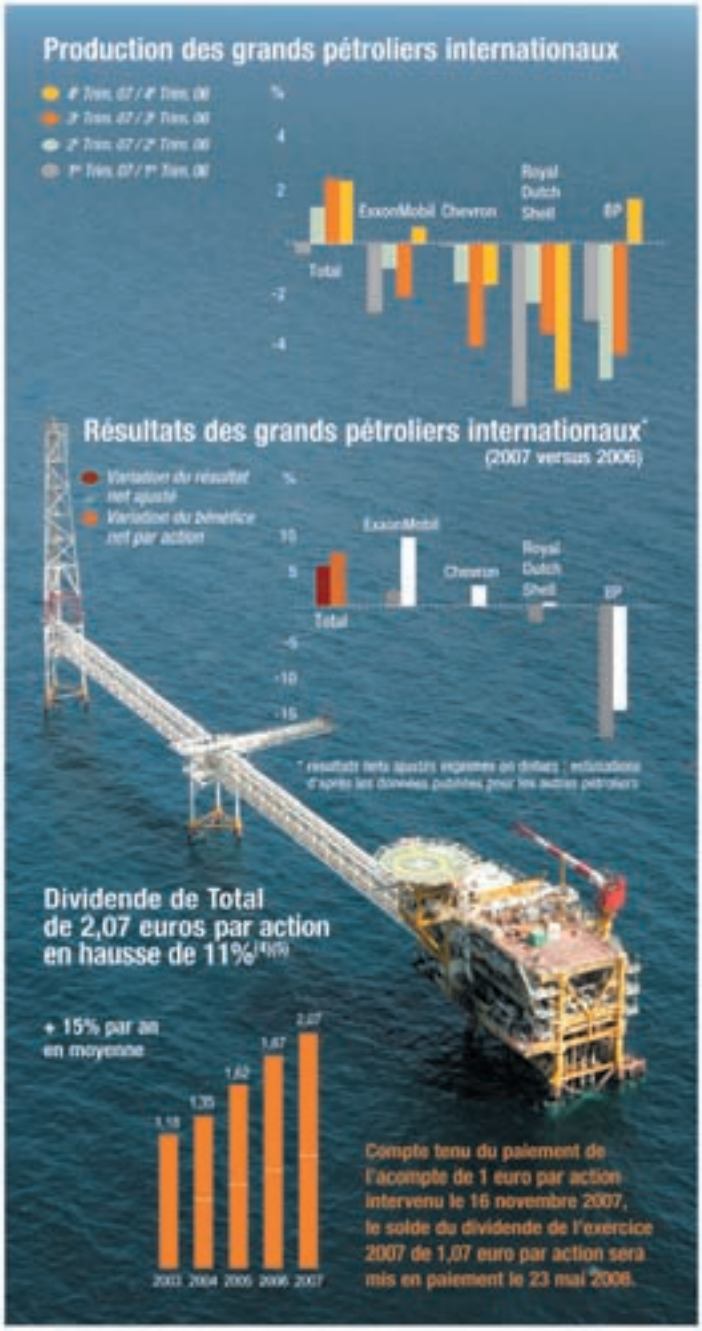


RÉSULTATS DE L'ANNÉE 2007

En 2007, la production d'hydrocarbures de Total a augmenté de 1,5% par rapport à 2006, portée par la montée en puissance du champ de Dalia en Angola et les démarrages réussis des projets majeurs de Rosa, également en Angola, et de Dolphin au Moyen-Orient. Le résultat net par action ajusté exprimé en dollars a progressé de 8% et la rentabilité des secteurs a atteint 27%.

Le Groupe a continué son important effort de préparation de la croissance long terme en investissant 16 milliards de dollars en 2007. Deux nouveaux projets majeurs en Angola ont notamment été lancés : Pazflor dans l'offshore profond et Angola LNG. Le Groupe a également signé un accord de coopération pour l'étude de la première phase de développement du gisement de Shtokman en Russie. Par ailleurs, Total a accentué son engagement dans la lutte contre le changement climatique en lançant le développement d'un pilote de capture et de séquestration de CO_2 à Lacq, en France. Total poursuit ainsi avec succès sa stratégie de croissance durable pour répondre à l'évolution de la demande en énergie.

Christophe de Margerie, Directeur Général



Environnement 2007

- Baril de Brent à 72,4 $, en moyenne, en hausse de 11%
- Prix moyens du gaz en baisse, notamment en Europe du Nord
- Indicateur de marges de raffinage européennes en hausse de 12%
- Détérioration des marges de pétrochimie

Chiffres Clés 2007

- Investissements de 16 milliards de dollars
- Baisse de 20% du taux de fréquence des accidents(1)
- 2 milliards de barils de potentiel de réserves apportés grâce à l'exploration et aux affaires nouvelles(2)
- Résultat net ajusté(3)(4) :
  12,2 milliards €, en baisse de 3%
  16,7 milliards $, en hausse de 6%
  5,37 €/action, en baisse de 1%
  7,35 $/action, en hausse de 8%
- Dividende au titre de 2007(5) : 2,07 euros par action

Perspectives 2008

- Montée en puissance de Dolphin au Qatar et mises en production de Jura au Royaume-Uni et Moho Bilondo au Congo
- Budget d'investissements porté à 19 milliards de dollars(6)
- Budget R&D d'environ 1 milliard de dollars, en hausse de 20%

(1) 4,2 accidents par million d'heures travaillées en 2007.
(2) Y compris Shtokman.
(3) Les résultats ajustés se définissent comme les résultats au coût de remplacement, hors éléments non récurrents et hors quote-part, pour Total, des amortissements des immobilisations incorporelles liés à la fusion Sanofi-Aventis.
(4) Ajusté rétrospectivement pour tenir compte de la division par quatre du nominal intervenue le 16 mai 2006.
(5) Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale du 16 mai 2008. Conformément au nouveau calendrier relatif aux opérations sur titres qui a été mis en place par Euronext Paris depuis le 26 novembre 2007, le détachement du solde du dividende aura lieu le 20 mai 2008 et le paiement en numéraire le 23 mai 2008.
(6) Y compris investissements nets dans les sociétés mises en équivalence et non consolidées, hors acquisitions et sur la base de 1€ = 1,50$ pour 2008.

ACTIVITÉS

Total est l'un des tout premiers groupes pétroliers et gaziers internationaux, exerçant ses activités dans plus de 130 pays.

Ses 95 000 collaborateurs développent leur savoir-faire à tous les niveaux de cette industrie : exploration et production de pétrole et de gaz naturel, raffinage et distribution, trading et gaz et énergies nouvelles. Ils contribuent ainsi à satisfaire la demande énergétique mondiale, présente et future.

Le Groupe est également un acteur de premier plan de la chimie.

RELATIONS ACTIONNAIRES

N° Vert 0 800 039 039

Retrouvez le texte intégral du communiqué de presse sur **www.total.com**

RENDEZ-VOUS ACTIONNAIRES 2008

10 avril : Réunion actionnaires individuels à Lyon
7 mai : Résultats du 1er trimestre 2008
16 mai : Assemblée Générale à Paris
23 mai : Date de mise en paiement en numéraire du solde du dividende de l'exercice 2007(5)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

TOTAL

Pour vous, notre énergie est inépuisable.

Parvenir à faire fonctionner un club efficacement n'est pas tâche aisée, comme le montre ce témoignage du président d'un club de la région parisienne. Certains clubistes ont trop tendance à négliger le rôle pédagogique des clubs qui ne sont pas là pour leur faire gagner de l'argent sans effort mais pour leur apprendre comment en gagner.

Un club à la loupe
« On vous fait confiance, Président ! »

Le témoignage qui suit est édifiant – et presque banal ! Certes, tous les clubs d'investissement, loin s'en faut, ne fonctionnent pas de cette manière mais le danger d'une délégation excessive au seul président ou à une poignée de « meneurs » est réel. Il tient à la paresse intellectuelle de beaucoup de gens, aux contraintes imposées par les réunions mensuelles (on a toujours quelque chose de mieux à faire), à la matière boursière elle-même. Avant d'aborder les remèdes éventuels, donnons d'abord la parole à notre président désabusé.

« Arrivant au terme des dix années de notre club, je peux maintenant faire un bilan sévère :
• Aucune aide matérielle de notre banque, sauf hébergement dans une autre agence pour les réunions mensuelles.
• Aucune manifestation d'intérêt par les membres, trop âgés, trop pusillanimes et secrets pour participer aux discussions ou pour donner leurs propres idées d'investissement.
• Une participation très limitée aux réunions et aucune réaction à mon bulletin mensuel, pourtant très pédagogique.
• Une seule clubiste (sur treize membres !) capable de communiquer par Internet et de tirer profit des conseils.

Enfin, je cumule les trois fonctions d'un bureau inexistant tout en étant le seul intellectuellement gagnant par les connaissances acquises par la force des choses, j'ai amené le club à terme avec une quinzaine de % de gains et en ayant sauvé tous les investissements, y compris par des ventes avant les dernières baisses.

« On vous fait confiance, Président » sont les seuls commentaires entendus des membres, une satisfaction comme une autre pour mon ego.

J'en tire quatre conclusions :
• Il est difficile de créer une entité homogène avec des membres d'origines disparates choisis par la banque qui ne suivent que les yo-yo du CAC 40 et qui ne lisent que la performance inscrite au bas du tableau mensuel du portefeuille du club, sans autres commentaires.
• Je suis d'accord avec PETER et son principe du « niveau d'incompétence ».
• Le travail fait par un individu n'est profitable qu'à lui-même et là je suis gâté : j'ai amélioré ma mémoire et mes connaissances en anglais et en allemand, ou juridiques
• J'ai enfin compris que les Français seront toujours handicapés par leur goût du secret, du bas de l'échelle jusqu'aux politiques qui nous gouvernent.

En conclusion je suis très satisfait d'avoir tenu le club à bout de bras pendant toutes ces années et d'avoir obtenu un bilan honorable pour cette activité. »

Le constat est rude et parfois injustifié. Ainsi, il n'est plus raisonnable de trop attendre de la banque qui fait déjà beaucoup en fournissant une salle. Les temps ont changé et, aujourd'hui, un particulier a plus d'informations à sa disposition qu'un professionnel il y a dix ans. Quant à Internet, le nombre de clubistes connectés est aujourd'hui proche de 70 %. C'est dire si ce courageux président cumule les handicaps.

Des clubistes bien informés

Les décisions prises dans le cadre de la vie d'un club reposent, pour l'essentiel, sur l'information collectée, traitée, comparée, discutée au sein du club. Cette mise en commun des connaissances est l'un des objectifs du club mais il est aussi l'un des facteurs de sa réussite.

Chacun d'entre nous, de par son passé, ses expériences, son activité professionnelle et son environnement familial, est source d'information. Chaque membre pourra notamment suivre plus particulièrement un ou plusieurs secteurs d'activité en fonction de ses compétences et de ses centres d'intérêts. Lors des réunions du club, il pourra restituer au groupe les informations qu'il aura ainsi collectées.

A ce stade, rappelons que l'objet du club d'investissement est d'acquérir ensemble une culture économique, financière et boursière sur des bases opérationnelles. Cette pratique, qui a fait ses preuves, n'a d'efficacité que par la participation assidue de chacun des membres du club !

Fort heureusement, beaucoup de clubs fonctionnent dans cet esprit, à l'image de Médoc 2 qu'Info(s)club vous a fait découvrir dans son n° 39.

Découvrez la grande croisière 2008 des lecteurs de

LA VIE FINANCIÈRE — L'HEBDO CONSEIL DE VOTRE ARGENT — CHAQUE VENDREDI

Italie, Sicile, Tunisie, Baléares & Espagne...
8 jours, 7 nuits au départ de Marseille
du 7 au 14 juin 2008

Développez votre patrimoine au soleil de la Méditerranée

à bord du plus grand navire européen : le MSC Orchestra !

à partir de 1 095 €/pers. seulement !

CROISILAND en partenariat avec L'ÉCOLE DE BOURSE — Agora

Document non contractuel - Crédits photos MSC et Istelia - Conception et réalisation : Créa Pluriel - Tél. 04 79 52 21 93

"Les Trésors de la Méditerranée" : Demandez le programme des ateliers et conférences sans obligation d'achat en retournant le coupon ci-dessous à : *FFCI - 39, rue Cambon - 75001 Paris*

INFORMATIONS - RÉSERVATIONS

CROISILAND

Par téléphone :

N° Vert 0 800 88 06 13

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

Précisez votre code avantage : FFCI

Par internet : **www.ffci.fr**

Par mail :

info@clubinvestissement.com

OUI, je désire recevoir sans obligation d'achat la documentation de la grande Croisière **"Les Trésors de la Méditerranée"** **du 7 au 14 juin 2008.**

❒ Mlle ❒ Mme ❒ M.

Nom : .....

Prénom : .....

Société : .....

Adresse : .....

.....

Code Postal : |_|_|_|_|_| Ville : .....

Tél. ..... e-mail : .....

Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant (loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978). Pour toute information, n'hésitez pas à contacter notre Service : FFCI, 39 rue Cambon - 75001 Paris.

APS

Cette croisière est organisée par MSC CROCIERE SA Siège social 40, avenue Eugène Pittard Genève CH - 1206 Suisse. Cette croisière est commercialisée par Croisiland - Technolac - BP 370 - 73372 Le Bourget du Lac cedex - Tél. 04 79 26 59 60 - Sarl Croisières et Compagnie. R.C.S. Albertville 449 380 559 - Licence n°0730400002 RCP Mutuelle du Mans Assurance. Garantie financière APS. Nos conditions générales et particulières de vente sont disponibles sur notre site internet www.croisiland.com ou sur simple demande.

Cours du dollar, taux d'intérêt, inflation, emploi sont autant d'indicateurs qu'il faut connaître et comprendre quand on investit en Bourse. D'autant que leur impact sur les cours varie en fonction des circonstances.

> Décrypter l'économie pour mieux comprendre la Bourse

L'investisseur observe l'activité économique à travers une multitude d'indicateurs : consommation des ménages (France), confiance des ménages (Etats-Unis), indice des directeurs d'achat (Etats-Unis), climat des affaires (Allemagne), taux de chômage (France), PIB trimestriel en rythme annualisé (France)… Tous ces indicateurs peuvent être portés à sa connaissance en l'espace de quelques jours. Ce sont des informations brutes, essentielles mais fragiles, qu'il doit étudier pour anticiper les réactions du marché.

Les principaux indicateurs économiques

Chaque indicateur peut être rapproché d'un **agrégat économique**. Ainsi, les ventes de détail et la confiance des ménages renvoient à la consommation. De même, les commandes des entreprises ou le niveau des stocks renvoient à l'investissement. Ces agrégats s'articulent autour d'une **équation fondamentale** rassemblant des indicateurs qui reflètent l'équilibre entre l'offre et la demande :

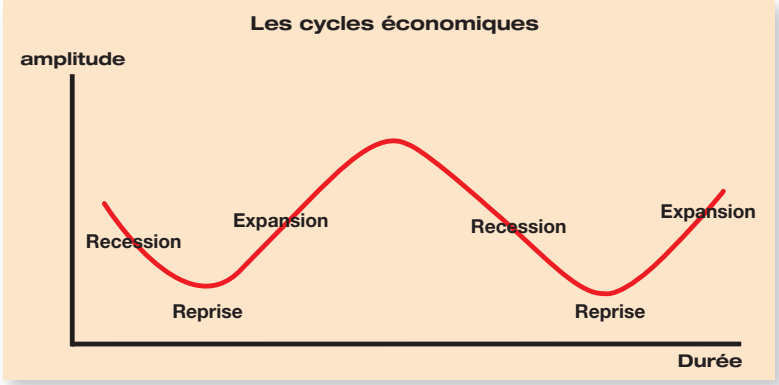
Produit intérieur brut (PIB)
=
consommation des ménages
+ investissements productifs
+ dépenses de l'Etat
+ (exportations – importations)

Pour ce qui est de l'activité économique intérieure, il convient de distinguer entre **l'offre et la demande**. Les indicateurs de la première sont le PIB, la production industrielle, les différentes enquêtes de conjoncture ou l'emploi. On retrouve dans la demande, les indicateurs de consommation des ménages (indices de confiance, ventes de détail, crédits à la consommation…), l'investissement et les dépenses de l'Etat.
S'y ajoutent les indicateurs d'activité extérieure. La **balance commerciale** et le taux de couverture entre importations et exportations traduisent la compétitivité d'un pays et sa dépendance sur l'extérieur. **La balance des paiements** indique les flux monétaires, de services, de titres et de marchandises que les résidents d'un pays (particuliers, entreprises ou État) entretiennent avec ceux du reste du monde.

L'offre et la demande sont soumises à des fluctuations. En effet, la croissance économique ne se fait pas de façon continue. Elle passe par des phases de croissance rapide et de croissance plus faible, voire de récession momentanée ou même de crise économique. On parle alors de cycles économiques.

L'analyse économique tente de situer la conjoncture par rapport au cycle économique : prévoir les points de retournement de l'activité, en déduire les tendances de l'inflation, l'évolution future des taux d'intérêt et les conséquences de l'ensemble de ces phénomènes sur les marchés financiers.

Au-delà de ces indicateurs de l'offre et de la demande, les marchés observent les équilibres fondateurs de la croissance :
- L'équilibre monétaire
- L'équilibre extérieur
- L'équilibre des finances publiques
- L'équilibre sur le marché du travail



Le pétrole, une variable majeure

L'évolution des prix du baril de pétrole sont le fruit de la confrontation entre l'offre et la demande. Les cours sont fonction de facteurs géopolitiques, de l'état des stocks, de facteurs climatiques (souvenez-vous du cyclone Katarina), des cycles de croissance, voire de la spéculation. Leur variation ont un impact direct sur la conjoncture puisqu'ils contribuent à l'inflation : une hausse de 2 % des prix des carburants crée 0,15 % d'inflation.
De nombreux secteurs et entreprises sont concernées : automobile, transports, pétrochimie, agriculture…

Certains indicateurs sont particulièrement examinés car ils sont le signe de **tension** et de déséquilibres potentiels: les prix et les salaires, l'inflation importée, les déficits extérieurs, les déficits publics, le chômage ou le taux d'utilisation des capacités de production.
Les indicateurs macroéconomiques ont un impact direct sur les trois grands paramètres de gestion d'un portefeuille d'actifs financiers: les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions. Les indicateurs de tension précisent dans quelle direction les paramètres de gestion devraient évoluer. Quelles sont alors les logiques économiques qui permettent de comprendre les enchaînements qui lient les indicateurs aux paramètres de gestion ?

Les principales logiques macroéconomiques

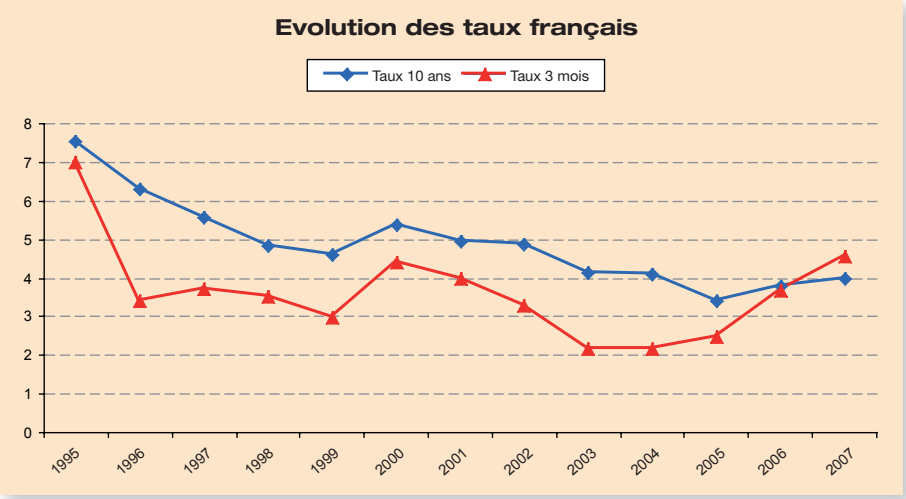
La **croissance** est le juge de paix de la Bourse. Sans elle, il ne peut y avoir de hausse des cours. Mais si elle est une condition nécessaire, elle ne suffit pas. En effet, la croissance doit s'accompagner d'un équilibre entre l'offre et la demande, maîtrisant ainsi l'inflation.
- Si le pouvoir d'achat est trop élevé face à une offre de produits ne pouvant atteindre le niveau de la demande : **inflation**.
- Si la demande est trop élevée, les entreprises peuvent en profiter pour augmenter leur prix : **inflation**.
- Si l'offre est trop importante et que la concurrence est forte face à une demande insuffisante : **risque de déflation**.

Deuxième paramètre fondamental, les **taux d'intérêt** font intervenir les notions de temps, d'inflation et de risque. Le taux d'intérêt d'un placement rémunère un renoncement à une consommation immédiate (plus la durée du placement est longue, plus le taux est élevé), la dépréciation du pouvoir d'achat (inflation), le risque du placement (actions, obligations).

Les taux d'intérêt sont la principale arme de la politique monétaire. Apanage des autorités monétaires (**Banque centrale européenne** ou **Federal Reserve** américaine), elle a pour objectif d'influencer l'offre et la demande de monnaie et de crédit afin de fournir assez de liquidité à l'économie pour alimenter la croissance, sans créer d'inflation.

Il y a un lien direct entre taux d'intérêt et taux de change. Deux analyses se confrontent.
Théorie de la parité des taux d'intérêt. Le taux d'intérêt porté par une devise rémunère aussi le risque de change associé à cette devise. Un taux d'intérêt plus élevé dans un pays par rapport à d'autres pays traduit alors une faiblesse de sa monnaie. Ainsi, si l'euro supporte des taux d'intérêt plus faibles que le dollar, cela traduit un renforcement de l'euro qui aura tendance à s'apprécier.
Théorie du portefeuille. La hausse des taux d'intérêt sur une devise donnée amène les investisseurs à augmenter dans leur portefeuille la part de leurs actifs libellés dans cette monnaie. Ils sont donc acheteurs de cette devise qui s'apprécie. Prise en compte de l'inflation: les investisseurs arbitrent en faveur des placements sur des devises dont le rendement immédiat est le moins érodé par l'inflation. Cette théorie a toutefois une limite: le risque de change. Ainsi, l'évolution du cours du dollar ces dernières années valide la théorie de la parité des taux.

Attention, il ne faut pas confondre politique monétaire et **politique budgétaire** qui a aussi un impact sur les taux d'intérêt et le change. En cas de ralentissement de l'économie, un Etat peut décider d'une politique budgétaire expansionniste. Un déficit budgétaire jugé trop élevé fragilise l'économie: la confiance accordée par les investisseurs dans la monnaie diminue. Or la confiance dans la monnaie permet d'attirer des capitaux pour éventuellement financer le déficit. En faisant appel aux marchés pour financer sa politique budgétaire, l'Etat crée un effet de substitution.
Dans la zone euro, c'est la BCE qui est chargée de mener la politique monétaire. Quant à la politique



budgétaire, les Etats de l'Union européenne sont liés par le **pacte de stabilité**. Décidé en 1997, il lie entre eux les pays de la zone euro pour assurer la poursuite d'une politique budgétaire saine en évitant les déficits excessifs.

Principes du pacte :

- Le déficit budgétaire ne peut excéder 3 % du PIB.
- La dette publique ne peut excéder 60 % du PIB.

Le pacte limite la marge de manœuvre des pays dans la conduite de leur politique budgétaire. La contrepartie devant être une meilleure stabilité de la monnaie.

Autre paramètre important, **l'emploi**. En particulier, la relation entre croissance, chômage et inflation salariale. Examinons d'abord le lien entre le chômage et la croissance. Plus la croissance économique est forte, plus le taux de chômage aura tendance à diminuer, jusqu'à rejoindre un taux de chômage naturel, en situation de plein emploi. Mais intervient alors la variable salaires. Un niveau de chômage très faible favorise une pression à la hausse des salaires et donc des prix à la production. En revanche, quand le taux de chômage monte, les salaires subissent une pression à la baisse. Ainsi, le plus souvent, quand l'inflation est élevée, le chômage est faible et inversement. Pour baisser l'inflation, il faut donc consentir à une augmentation du taux de chômage.

Enfin, il ne faut pas négliger la **contrainte extérieure**. A partir du moment où un pays a des relations avec l'extérieur, il ne peut, s'il veut garder sa crédibilité et poursuivre les échanges, laisser s'accumuler déficits et dettes extérieurs. La recherche de ces équilibres va fortement conditionner sa politique économique interne. Les **marges de manœuvre** des politiques économiques nationales sont réduites:

- Une relance isolée de l'activité peut creuser le déficit extérieur.
- Des taux d'intérêt trop faibles peuvent faire fuir les capitaux étrangers.
- Un taux d'inflation plus élevé que les pays extérieurs peut entraîner une perte de la compétitivité.
- Des coûts salariaux trop élevés risquent de dissuader les multinationales de s'installer dans le pays voire inciter les producteurs nationaux à délocaliser leur production.

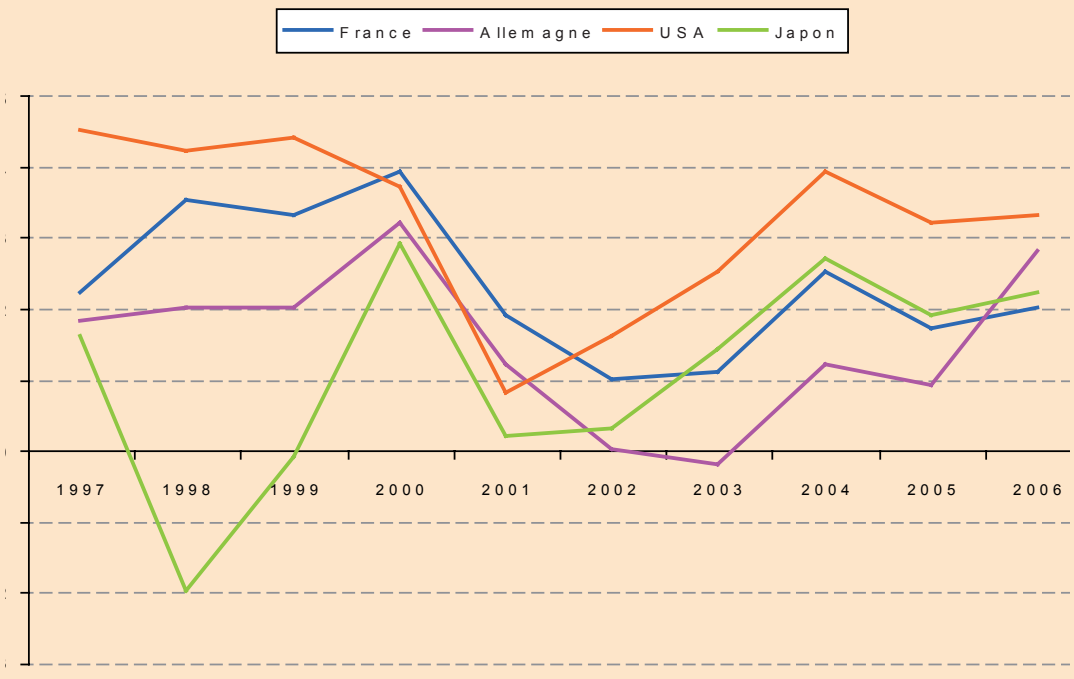
L'économie obéit donc à des logiques primordiales. Ces logiques permettent de comprendre l'évolution des indicateurs et d'anticiper l'évolution de la conjoncture. **Mais aussi d'analyser la réaction des marchés financiers à l'annonce des indicateurs économiques.**

Les variables décisives pour les marchés financiers

Quel est l'impact de tout ce qui précède sur les marchés financiers. Ceux-ci réagissent à chaque nouvelle information qui les amène à modifier leurs anticipations. Les considérations économiques y ont une place importante et elles influencent le cours des actions et des obligations. Un marché est dit **efficient** si le prix de marché d'un actif financier reflète la totalité de l'information disponible sur cet actif. Toutefois, l'efficience n'est pas à l'abri d'imperfections (biais) : sur-réaction, réaction retardée voire absence de réaction.

Lorsque les taux d'intérêt bougent, ce n'est pas sans effet sur les marchés obligataires et actions. La baisse des taux provoque la hausse du prix des **obligations**, donc un gain pour leurs détenteurs. *Emises avant la baisse, les anciennes obligations offrent des taux de rendement meilleurs que les nouvelles : elles sont plus attractives et leurs cours augmentent.* Inversement, la hausse des taux provoque une baisse du prix des obligations. *Emises avant la hausse, les anciennes obligations offrent*

Croissance du PIB en volume



Résultats annuels 2007 de CNP Assurances

Une performance très robuste

1er assureur de personnes en France

+ de 26 000 points de vente en France et à l'international

22 millions de personnes assurées

Résultat brut d'exploitation
en millions d'euros

1 837 M€
+21 %
+ 20 % à données comparables

Résultat net courant hors plus-values *en millions d'euros*

1 120 M€
+35 %
+ 20 % à données comparables

Dividende net *en euros par action*

2,85 €
+24 %

Le dividende sera proposé à l'Assemblée Générale du 22 avril 2008.

En 2007, première année d'intégration de 50 % d'Ecureuil Vie, CNP Assurances réalise **une performance très robuste** malgré un marché de l'assurance vie en recul en France, et dans un contexte de tension sur le marché du crédit au second semestre à la suite de la crise des crédits hypothécaires américains. **L'impact de la crise est très limité** pour CNP Assurances dont le résultat net courant hors plus-values réalisées progresse de 20 % à données comparables du fait de la hausse continue des encours qui représentent plus de 80 % des revenus. Le résultat net part du groupe progresse également de 7 %. **La valeur intrinsèque européenne** avant dividende au 31 décembre 2007 **s'élève à 77,8 € par action**, soit une variation de 14 % sur un an. La valeur des affaires nouvelles à 355 M€ croît de 18 % et de 1 % à données comparables.

Perspectives 2008

Sauf aggravation sensible de la crise financière, et même dans des conditions d'activité dégradées en France, l'évolution des encours devrait permettre une progression du résultat net courant du groupe d'au moins 10 % sur l'année 2008.

Prochains rendez-vous 2008

22 avril : Assemblée Générale au Palais Brongniart à Paris
29 avril : mise en paiement du dividende
13 mai : chiffre d'affaires du 1er trimestre

Les actionnaires de CNP Assurances peuvent exprimer leur mode de participation et de vote par correspondance via internet.

Retrouvez l'intégralité du communiqué sur www.cnp.fr

Relations Actionnaires individuels
N° Vert 0800 544 544
e-mail : actionnaires@cnp.fr

Relations Investisseurs
Tél. : 01 42 18 77 27
e-mail : infofi@cnp.fr

CNP ASSURANCES

L'assurance de toute une vie.

des taux de rendement inférieurs aux nouvelles : elles sont moins attractives et leurs cours chutent.

Quant aux **actions**, les variations de taux d'intérêt influencent la **prime de risque** (supplément de rentabilité espéré sur le marché des actions par rapport à un placement sans risque : prix du risque). Une baisse des taux augmente cette prime et rend les marchés d'actions plus attractifs : les cours montent. Une hausse des taux la diminue et rend les marchés d'actions moins attractifs : les cours baissent. Les variations de taux d'intérêt influencent le coût du financement des investissements. Si les taux baissent, cela favorise l'investissement, la consommation et diminue les charges financières des entreprises : les cours montent. Si les taux montent, cela pèse sur la croissance et accroît les charges financières des entreprises : les cours baissent.

Les marchés réagissent aussi aux indicateurs d'activité.

Un indicateur d'activité en hausse (ou plus fort que prévu) :

- Provoque une hausse des taux courts et longs qui fait baisser le marché obligataire, si les marchés craignent des tensions inflationnistes.
- Soutient la devise si les marchés anticipent un relèvement des taux directeurs, qui contrebalance la poussée de l'inflation.
- Permet une progression des marchés actions, si la hausse des taux n'est pas trop forte (donc ne pèse pas trop sur la croissance).

Un indicateur d'activité en baisse (ou plus bas que prévu) :

- Provoque une baisse des taux courts et longs qui fait monter le marché obligataire.
- Pénalise la devise si les marchés anticipent une baisse des taux directeurs, sauf si la monnaie a une forte crédibilité.
- Entraîne un recul des marchés actions (perspectives de bénéfices en baisse).

Voilà, en très bref résumé, un rapide panorama des principales statistiques et de l'impact qu'elles peuvent avoir sur les portefeuilles. Evidemment, il ne sera pas le même selon le type de valeurs : cycliques ou défensives, de croissance ou de rendement, grosses capitalisations ou valeurs moyennes… Il convient toujours de vérifier la récurrence d'une statistique avant d'en extrapoler une tendance. Il faut distinguer aussi celles qui ont un impact systématique sur les décisions des investisseurs (comme les chiffres américains) ou celles dont l'importance varie en fonction de l'actualité (comme les matières premières).

> La directive MIF. Quel impact pour les clubs ?

Depuis le 1er novembre 2007, la directive Marchés d'instruments financiers transforme le paysage des activités de marché en organisant la concurrence entre les différents acteurs et les différents canaux d'exécution des ordres. L'instauration de ce nouveau cadre concurrentiel nécessitait un renforcement des dispositifs d'information et des mesures de protection de la clientèle, en particulier au stade de la commercialisation des produits financiers.

Ces nouvelles règles s'appuient dans un premier temps sur la définition de différentes catégories de clientèle.

La ***segmentation de la clientèle*** distingue ainsi :

- « les clients de détails » qui bénéficient du plus haut degré de protection,
- « les clients professionnels » qui possèdent l'expérience, les connaissances et la compétence nécessaires pour prendre leurs propres décisions d'investissement et évaluer correctement les risques encourus,
- « les contreparties éligibles », entités (banques, compagnies d'assurances, fonds de retraite, banque centrale, gouvernement…) répondant aux critères du client professionnel et acceptant d'être traitées en cette qualité.

L'obligation d'évaluation impose d'évaluer les clients pour connaître leur expérience des instruments financiers, leurs objectifs et leur situation financière afin de déterminer l'adéquation entre le produit ou le service financier proposé et leur profil d'investisseur. Le club d'investissement entre dans la catégorie des clients professionnels. Le président peut être seul évalué par l'intermédiaire financier au nom de ses co-indivisaires qu'il représente. L'obligation d'information et de meilleure exécution s'applique également au président.

“ Le Groupe a construit un modèle résistant ”

En 2007, Crédit Agricole S.A. dégage un résultat net part du Groupe de 4 044 millions d'euros. Ce résultat, en baisse de 16,8 %, montre la bonne résistance du Groupe dans un contexte de crise financière internationale sévère : il traduit la solidité du modèle, fondé sur un équilibre entre les trois lignes métiers, banque de détail, métiers spécialisés et banque de financement et d'investissement.

DES RÉSULTATS SOLIDES…

L'impact négatif de la crise sur les revenus de la banque des marchés a été compensé par le dynamisme de tous les autres métiers. Le produit net bancaire augmente de 3,6 %. Hors impacts de la crise, il aurait progressé de 25,5 % et le résultat brut d'exploitation serait en hausse de 30,5 %. Ces performances opérationnelles particulièrement satisfaisantes témoignent de la qualité des relais de croissance, en particulier à l'international, dans chaque pôle. C'est plus spécialement le cas pour la banque de détail à l'international, les services financiers spécialisés et les métiers de la gestion d'actifs.

L'année a été placée sous le signe de l'internationalisation pour tous les métiers du Groupe. Une étape importante a été franchie dans la transformation du Groupe avec les acquisitions et l'intégration réussie d'Emporiki en Grèce et du groupe Cariparma FriulAdria en Italie. Le Groupe a en outre amplifié la diversification des activités à l'étranger dans les métiers et les zones géographiques qu'il avait ciblés, notamment dans le crédit à la consommation, avec FGAFS en Italie, et l'acquisition de deux sociétés, Interbank et DMC Groep aux Pays-Bas ; en gestion d'actifs, avec la reconfiguration réussie du dispositif en Italie, la création d'une joint-venture en Arabie Saoudite et d'une filiale en Australie ; le lancement d'une compagnie d'assurance-vie au Japon et, en banque privée, l'acquisition de la filiale luxembourgeoise de Bank Sarasin.

…DANS LE CONTEXTE D'UNE CRISE SÉVÈRE

Dans un environnement difficile et particulièrement instable, la rigueur et la prudence ont conduit le Groupe à renforcer de trimestre en trimestre sa politique de dépréciation des instruments financiers exposés à la crise du subprime. Le niveau des résultats de l'exercice 2007 reflète ce renforcement sensible des scénarios de risques liés aux marchés des structurés de crédit. Ainsi, l'impact de la crise financière sur le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à - 2,7 milliards d'euros. Cette politique rigoureuse de dépréciation du risque de contrepartie de marché s'inscrit dans un contexte de grande solidité financière.

“L'année a été placée sous le signe de l'intégration des filiales internationales”

DIVIDENDE

1,20 € +4,3 %

Deux options :
paiement intégral en numéraire
ou paiement en actions à hauteur de 80 % et en numéraire à hauteur de 20 %.

Dividende proposé à l'Assemblée générale du 21 mai 2008

ÉQUILIBRE DES MÉTIERS

Contribution au Produit net bancaire
(Hors gestion pour compte propre et divers)

Calendrier de la communication financière 2008

15 mai - Publication des résultats du 1er trimestre 2008

21 mai - Assemblée générale des actionnaires

27 mai - Détachement du coupon

23 juin - Paiement du dividende

Retrouvez toute l'information sur **www.credit-agricole-sa.fr**

N° Vert 0 800 000 777

(touche 5 pour entrer en relation avec une personne de l'équipe des relations actionnaires)

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

> Vus dans la presse !

Phénomène essentiellement masculin en France, 70 % des membres de clubs d'investissement aux Etats-Unis sont des femmes. Et dans ces clubs féminins, investissement rime souvent avec succès. Alors, quand la Vie Financière (du 22 février) publie dans sa rubrique Lecteurs une lettre d'un membre d'un club de femmes de Niort, c'est peu dire que l'intérêt de la Fédération est éveillé. Non sans raison d'ailleurs tant l'épître est riche d'enseignements. Au-delà de la performance sensiblement supérieure à celle du CAC 40, plusieurs éléments sont intéressants dans la démarche de ces dames de Niort : un versement exceptionnel substantiel au départ pour bien démarrer, la solidité des valeurs qui ne sont pas forcément de grosses capitalisations, un certain goût pour le rendement qui permet de doper la performance et un grand souci de convivialité et de participation de tous. A noter que ce club a eu du nez puisqu'il a démarré en janvier 2003 quand l'indice parisien était proche du creux de la vague. Petite précision importante : ce club s'appelle Sérail et il n'est pas exclusivement féminin puisqu'il compte un partenaire masculin. Heureux homme !

La crise boursière de janvier a été l'occasion pour les clubs de s'exprimer à plusieurs reprises dans la presse régionale. On en retire très largement une impression de sang-froid que l'on ne retrouve pas dans les commentaires des actionnaires individuels confrontés à ce type de turbulences. Ainsi, dans les colonnes de l'Est Républicain, un membre du club nancéen Technofinance affirme que « ce trou d'air est plus un sujet de réjouissances que d'inquiétude ». Et d'expliquer comment il a vendu 25 % de ses positions en octobre pour se replacer en janvier en espérant « saisir de belles valeurs à prix totalement cassé ». Un regret, toutefois ; on lit dans Nice Matin (23 janvier) que le président du club Franklin IV recommande à ses membres de différer les achats en attendant des jours meilleurs. Une erreur à notre avis car c'est surtout dans les périodes de baisse qu'il faut renforcer ses lignes pour doper la performance à long terme.

> Club pratique

La saison de la déclaration des revenus est, hélas, venue et un petit rappel s'impose sur les revenus tirés du portefeuille du club, en particulier les dividendes. Le Président doit fournir à l'intermédiaire financier une déclaration comportant les nom, prénom, adresse et quote-part des revenus perçus par chaque clubiste pendant l'année écoulée. Cette déclaration permet à l'intermédiaire d'établir, pour chacun, l'imprimé fiscal unique comportant le montant des revenus perçus. Chaque membre reprendra ces indications sur sa propre déclaration. A noter que les dividendes et les intérêts encaissés par le club sont obligatoirement distribués. Dans le cas où ils sont réinvestis dans le club, ils sont pris en compte pour le calcul de la limite maximale des versements 5.500 euros par an.

Si vous souhaitez obtenir ❒ Un dossier sur les clubs d'investissement .....
❒ Les prochains numéros d'Info(s)club
(si vous ne recevez pas Info(s)club régulièrement)

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Code Postal .....

Ville .....

E-mail .....

Etes-vous déjà membre d'un Club ? ❒ oui ❒ non
Si oui, nom de votre Club .....

À retourner à la FFCI : 39 rue Cambon 75001 Paris – Fax : 01.42.60.10.14

« Les données fournies par ce questionnaire sont conservées dans un fichier propriété de la FFCI et utilisées exclusivement en conformité avec la Loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978. La FFCI vous rappelle que vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification ou de suppression des données qui vous concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978). Vous êtes susceptible de recevoir des informations concernant des manifestations organisées par la FFCI et/ou ses partenaires. »

> Bourse Direct et Vivendi rejoignent la Fédération

Bourse Direct rejoint la FFCI et siègera désormais à son conseil d'administration en tant que membre actif. Le courtier en ligne, qui regroupe les marques Bourse Direct, ABS, Capitol et Wargny, démontre ainsi sa volonté de contribuer au développement des clubs d'investissement en France et à l'amélioration de la pédagogie boursière. Cette adhésion illustre l'intérêt croissant des courtiers en ligne pour les clubs d'investissement, mouvement qui comprend une catégorie d'actionnaires individuels très actifs et très impliqués dans la vie des sociétés cotées.

Quant à Vivendi, acteur majeur du divertissement présent dans la musique, la télévision, le cinéma, le mobile, l'Internet et les jeux, son objectif est de développer un dialogue déjà intense avec les investisseurs particuliers. Il rejoint ainsi une liste déjà longue d'entreprises qui, d'Accor à Vilmorin, attachent une grande importance à la relation actionnariale.

Résultats annuels 2007

Notre stratégie de développement renforcée par une nouvelle année de croissance

"Veolia Environnement présente pour 2007 une nouvelle amélioration de ses performances. C'est le résultat des choix stratégiques réalisés par notre Groupe au cours de ces dernières années. Notre modèle de développement économique, axé sur des contrats de longue durée, sur une exposition géographique équilibrée et sur l'évolution favorable de notre portefeuille d'activités, conforte notre Groupe dans sa position de référence mondiale des Services à l'Environnement.
La cohérence de ces choix nous a également permis de résister à des conditions climatiques peu favorables et à une dégradation de l'environnement économique international intervenue dès le second semestre de l'année. Ces très bonnes performances nous permettent d'envisager pour 2008, dans un contexte économique global difficile, une croissance d'au moins 10% de notre chiffre d'affaires, de notre capacité d'autofinancement et de notre résultat net."

Henri PROGLIO
Président Directeur Général

PROCHAINS RENDEZ-VOUS 2008
7 mai : chiffre d'affaires 1er trimestre
Assemblée Générale des actionnaires à 15 h à la Grande Arche de la Défense-Paris
27 mai : mise en paiement du dividende (détachement du coupon le 22 mai)
7 août : résultats semestriels
7 novembre : chiffre d'affaires 3ème trimestre

www.veolia-finance.com
Relations Actionnaires :
0 805 800 000

Chiffre d'affaires
+14%(1)
32,6 Mds€

Résultat net
+22,3%
928 M€

Dividende par action
+15,2%
1,21€(2)

(1) à change courant
(2) sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale du 7 mai 2008

Chiffre d'affaires :
32,6 Mds€

Résultat opérationnel récurrent : 2 469 M€

Référence mondiale dans les métiers de services à l'environnement
- 320 000 collaborateurs
- Présence dans 68 pays
- 225 000 actionnaires individuels

- *Veolia Eau*
- *Veolia Propreté*
- *Veolia Energie-Dalkia*
- *Veolia Transport*

L'environnement est un défi industriel.
VEOLIA ENVIRONNEMENT

Club actionnaires

EDF

DÉCOUVREZ TOUS LES AVANTAGES DU CLUB ACTIONNAIRES D'EDF

Visites de sites EDF

Formations "Connaissances de la Bourse"

Invitations à des manifestations culturelles et sportives

Inscrivez-vous :

➜ sur le site du Club : **www.clubactionnaires.edf.com**,

➜ en téléphonant au N° Vert 0800 00 0800

(APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE)

Pour vous informer, vous pouvez :

- visiter le site Internet : **www.actionnaires.edf.com**,
- téléphoner gratuitement au N° Vert 0800 00 0800,
- vous inscrire à l'**alerte e-mail** des actionnaires,
- envoyer un courriel à **actionnaires@edf.com**,
- écrire à EDF – Service relations actionnaires, 22-30, avenue de Wagram, 75008 Paris.

EDF